

Michael JONES, *La Bretagne ducale, Jean IV de Montfort (1364-1399) entre la France et l'Angleterre*. Publication des Presses Universitaires de Rennes, 1998, 270 p.

Il est inutile de présenter aux lecteurs M. Jones, professeur à l'université de Nottingham, éminent historien de la Bretagne médiévale sous Jean IV de Montfort et désormais spécialiste reconnu de l'époque de la guerre de Cent Ans. Sa présence et sa participation aux congrès de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne depuis plus de vingt ans, ses conférences appréciées des auditeurs, trois recueils d'actes dont un sur Charles de Blois et Jeanne de Penthièvre, deux sur Jean IV, des travaux de synthèse sur des sujets aussi variés que la chancellerie de Bretagne, le notariat et l'éducation, la diplomatie et l'armée plaident pour lui et constituent autant de références que nul médiéviste ne saurait ignorer au risque de rendre caduques ses propres recherches.

La traduction en français de sa thèse bien connue des milieux scientifiques *Ducal Brittany 1364-1399* (Oxford University Press, 1970) facilite la diffusion d'un ouvrage de base sur le premier souverain de la dynastie des Montforts et sur un demi-siècle d'histoire bretonne (1364-1399) fertile en événements et en changements profonds, institutionnels, politiques, économiques, artistiques. Cette publication scientifique offre à son auteur l'occasion de compléter sa bibliographie, d'apporter des précisions supplémentaires, résultat de nouvelles lectures, d'étayer l'essentiel de l'argumentation, sans remettre en cause des conclusions fondamentales. Elle permet aussi de dénoncer, avec force et conviction, des clichés d'une historiographie traditionnelle dominée par l'*Histoire* d'A. de La Borderie. La remise en question de poncifs sur l'anglophilie d'un duc obligé d'Édouard III est sans doute l'aspect le plus original de cette étude très documentée qui met l'accent sur les relations diplomatiques triangulaire complexes entre la Bretagne et ses voisins anglais et français, sur l'éveil d'un état bureaucratique et tient compte, sans cesse, de la périodicité, du contexte politique et militaire. Elle part d'un tableau du duché avant et après la guerre de Succession, souligne l'importance des années 1365-1373 qui précèdent l'exil de Jean IV en Angleterre, s'achève par le retour et les dernières années de règne d'un prince longtemps méconnu et accusé d'anglophilie. Deux chapitres consacrés à Brest et aux intérêts ducaux en Angleterre constituent des appendices nécessaires pour appréhender des sources de conflit quasi permanents.

Même si le duché a déjà accompli des progrès dans la voie de la stabilité, de la centralisation bureaucratique et de l'autorité ducale sous Jean III, beaucoup reste à faire en 1341. L'administration reste à bien des égards (cf. la fiscalité, la justice, l'administration locale) archaïque, s'apparente davantage à celle d'un domaine seigneurial complexe et primaire qu'à un véritable état et accuse un retard sur l'Angleterre. La situation diplomatique n'a cessé de se compliquer depuis l'élévation du duc de Bretagne au rang de

pair de France en 1297, avec l'existence d'un comté de Richemond outre-Manche et les liens commerciaux qui deviennent sans cesse plus étroits avec l'Angleterre, et nécessitent de la part des gouvernements l'élaboration d'une sorte de *modus vivendi*. La guerre de Succession bouleverse un équilibre fragile, fait de la Bretagne un champ d'intervention. L'auteur justifie les interventions de Philippe VI et d'Édouard III par la nécessité d'occuper un certain nombre de régions stratégiquement, met l'accent sur la répartition spatiale et sociale.

La courte période de tâtonnement qui suit le traité de Guérande et précède l'exil de Jean IV en Angleterre est très importante sur le plan politique et institutionnelle. Tout est à reconstruire et le nouveau duc n'est guère populaire, un aspect essentiel qui méritait sans doute plus de développement que de brèves allusions. Des progrès sensibles bien qu'encore mesurés sont accomplis en Bretagne comme dans d'autres fiefs du royaume. Le second chapitre met l'accent sur la présentation des premiers comptes et l'évolution encore lente des pratiques financières, sur l'apparition du receveur général à côté du trésorier personnel, d'un embryon de chambre des comptes à Vannes, sur la généralisation du fouage, cet impôt roturier nécessaire pour couvrir les besoins exceptionnels. On mesure davantage le rôle du Parlement de Bretagne qui évolue en cour d'appel, du Conseil, des rouages de l'administration judiciaire. M. Jones montre que le duc n'a pas fait table rase du passé mais continue d'utiliser le personnel administratif breton de son prédécesseur dans la chancellerie. La dénonciation de l'anglophilie ducale, reprochée par des historiens attachés à un patriotisme exacerbé, n'est pas à un examen attentif des négociations, des carrières et des orientations politiques ; il est inexact de prétendre que le conseil ducal ait été dominé par les Anglais dont l'influence n'est surtout perceptible que dans l'hôtel ducal. On ne saurait évoquer un alignement de Jean IV sur la politique d'Édouard III ou dénoncer sa duplicité, son opportunisme, ses accommodements. Une amitié durable avec le Prince Noir en conflit avec son père, des tractations avec les clans qui dominent à Londres ou à la cour de France, les relations délicates et conflictuelles avec de grands féodaux (le sire de Clisson), une volonté d'indépendance plusieurs fois exprimée dans les écrits soulignent l'originalité d'une politique qui se heurte, il est vrai, à des problèmes permanents. Le gouvernement ducal doit tenir compte sans cesse de la présence de capitaines anglais disposant de biens et de revenus sur le sol breton, de l'occupation de Brest, une épine douloureuse dans le flanc de la Bretagne (cf. chapitre VI), du fardeau de l'endettement vis à vis de ses obligés outre-Manche et des relations difficile avec ses sujets.

La reprise de la guerre de Cent Ans en 1369 et les événements qui aboutissent à l'exil de Jean IV occupent le chapitre III. L'alliance avec l'Angleterre est le fruit de deux ans de tractations embrouillées où l'intérêt protecteur immédiat prend le pas sur toute autre considération. On conçoit

aisément que, dans un contexte favorable aux armes françaises, Jean IV ait hésité à s'engager en faveur d'un parti et s'il est amené à se rapprocher d'Édouard III, c'est par souci de récupérer le comté de Richemond, des places fortes tenues par des garnisons anglaises (Bécherel, Brest) prélevant des rançons, d'alléger le poids de ses dettes et aussi en raison de l'attitude ambiguë de Charles V et du gouvernement français occultée dans trop d'études soucieuses de fustiger le duc. Les relations de Jean IV et de Charles V «polies en surface», la reprise du processus de canonisation de Charles de Blois accompagnée d'accusations malveillantes pour son vainqueur, les menaces de routiers sur les frontières, l'enrôlement de soldats bretons dans l'armée royale, l'attitude de certains grands attirés par les honneurs et les soldes dans le royaume poussent peu à peu un duc réservé dans l'alliance anglaise qui n'a rien d'inévitable. Les longues négociations au terme de tergiversations, l'ossature d'un traité resté un moment secret montrent tout comme l'analyse des sentiments des ambassadeurs bretons que rien n'est simple. L'occupation française, l'exil ducal mal secondé par ses nouveaux alliés qui suit, sont l'occasion de souligner le ralliement de certains capitaines bretons à l'occupant.

Après le retour du duc en Bretagne et le second traité de Guérande en avril 1381, Jean IV dont la liberté d'action est limitée n'a d'autre souci que de concilier la bonne volonté de la France, gouvernée par les oncles de Charles VI avec lesquels Jean IV entretient de bonnes relations, et d'obtenir la suspension de la lourde indemnité de 200 000 francs qui grève le budget de son état. Cette politique guide son attitude d'autant plus prudente que pèse toujours la menace des Penthievre et du connétable de Clisson et que ses sujets ne souhaitent pas une alliance anglaise. Les relations avec l'Angleterre souffrent de la confiscation officielle de Richmond, de la présence d'une garnison britannique à Brest et du blocus de la place-forte repris dès 1387, et du contexte militaire. En fin connaisseur de la situation militaire et politique, M. Jones utilise à bon escient des sources méconnues ou peu utilisées comme *les Articles de la volente monseignour le duc de Bretagne* (août 1388) pour démonter l'écheveau complexe des liens diplomatiques qui évoluent au gré des intrigues des deux cours et des reprises périodiques des opérations militaires.

Les dix dernières années du règne de Jean IV profite au duché sur le plan politique et économique. Le duc exploite avec intelligence une situation internationale qui favorise une indépendance de fait de la Bretagne : la folie du roi Charles VI, le retour sur la scène politique des oncles du roi qui avaient été évincés en 1388 par Clisson et ses amis, l'incapacité pour les Français et les Anglais de terminer la guerre, l'affaiblissement des liens avec l'Angleterre. C'est à la lumière de ces événements que se posent pour le gouvernement ducal les problèmes des frontières, les négociations sur Brest et sur Richmond (1397-1398).

Par cette analyse subtile et novatrice de la situation du duché à la fin du XIVe siècle, le livre de Michael Jones constitue une pièce maîtresse de la littérature historique bretonne contemporaine, un ouvrage de référence et de réflexion.

J.-P. LEGUAY

MERLETTI (B.) & CHÉDEVILLE (A.), *Les sociétés locales en Bretagne du*

*deuxième au dixième siècle*. Paris, 1981, 272 p.

Recherches sur les sociétés médiévales. Mélanges en l'honneur d'André Chédeville, 571, 1981, Kail, PUP, 200 p.

Les sociétés locales en Bretagne du deuxième au dixième siècle. Les sociétés locales en Bretagne du deuxième au dixième siècle. Les sociétés locales en Bretagne du deuxième au dixième siècle.